

Edito

Le temps qui vient !!



Nous sommes en été, dans l'entre-deux, période de calme, de vacances, se ressourcer, recharger les batteries, profiter des concerts et autres festivals, boire des coups, s'étendre sur la plage.... Et mettre sa tête dedans pour certains en attendant septembre....

Peut-être ces mois d'été 2022 seront les dernières vacances avant la fin du monde ? Qui sait ! La fin de leur monde...peut-être... nous verrons bien.

Sur les chaînes d'infos en continue, dans la presse, on regarde notre monde bruler : par les feux en Aquitaine, par les flammes et les bombes à l'est de l'Europe, par les faits divers qui, au quotidien empilent le nombre des décès par morts violentes tantôt au couteau, tantôt par arme à feu, tantôt par accident.... Bref La vie...

Nos politiques gesticulent dans une assemblée nationale étouffante comme des canards sans tête pendant que le pouvoir exécutif continue de piller et de démanteler notre pays aux intérêts de quelques grands patrons (Uber...). Depuis combien de temps c'est comme ça déjà ??? Nous ne comptons plus.

Il me semble que la misère serait moins pénible au soleil disait la chanson... et ben même au soleil le miséreux bronze certes mais meurt plus vite.

Oui, le monde qui vient et sa farandole de mauvaises nouvelles climatique vont commencer à être palpable par le citoyen dans sa vie de tous les jours. Nous le voyons.

Et puis et puis... Allez ! Donnons-nous une note d'espoir. La situation pouvant toujours être pire essayons ensemble de faire société. Même un peu, essayons à notre niveau de défendre ce qui doit l'être, c'est le sens de nos engagements, de notre travail.

A notre micro niveau, celui de nos métiers du service public de l'emploi, nous devons tout faire pour écoper le bateau qui prend l'eau, même avec un dé à coudre. Par les luttes que nous menons au quotidien, par notre engagement syndical pour la défense des salariés, pour notre engagement professionnel au quotidien, dans notre travail en direction des privés d'emploi....

Faisons à notre niveau ce qu'il faut pour nous RASSEMBLER enfin et être solidaire les uns les autres, arrêtons de nous écharper, arrêtons de nous concurrencer, de nous challenger contre autrui mais essayons plutôt de nous juxtaposer, de faire corps d'être en synergie... VRAIMENT

Bref, de nous transcender, d'évoluer...

ALLEZ, SEPTEMBRE sera le temps qui vient... notre temps enfin peut-être

Préparons-nous d'ores et déjà pour l'appel à la grève interprofessionnelle du 29 septembre 2022 portant sur les salaires mais aussi sur la réforme des retraites.

Syndicat CGT Pôle emploi Hauts-de-France
notre page : [Facebook](#), notre site internet : cgt-pole-emploi-hauts-de-france.fr.
pour nous contacter : syndicat.cgt-hdf@pole-emploi.fr

Pôle emploi épinglé pour avoir organisé une soirée à près de 300 000 euros



D'après les informations du Canard enchaîné, Pôle emploi a organisé une réception au Stade de France pour au moins 286 000 euros hors taxes.

Une sauterie qui ne devrait pas calmer la gronde des chômeurs les plus précaires. Le 17 juin 2022, Pôle emploi Ile-de-France a pris l'initiative d'organiser un "séminaire managers" au Stade de France, rapporte Le Canard enchaîné.

Cette soirée, qui a permis de réunir au moins 1 100 personnes, ne fait pas l'unanimité en interne. C'est de l'argent public qui devrait être consacré à l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Au moins 286 000 euros hors taxes

Une fête qui tombe d'autant plus mal que la dernière réforme de l'assurance-chômage tape particulièrement fort sur les plus précaires. Selon une estimation de l'Unédic faite avant la mise en place de la réforme, jusqu'à 1,15 million de demandeurs d'emploi pourraient voir leur allocation diminuer de 17 % en moyenne.

Contactée par le palmipède, la direction régionale de Pôle emploi a assuré que les prix sont "conformes" à ceux "pratiqués en région parisienne", soit 260 euros hors taxe par invité. Selon le Canard enchaîné, le coût de la soirée s'élèverait ainsi à au moins 286 000 euros hors taxes.

Viva la fiesta



Rapport du médiateur de Pôle emploi : ces règles qui pourrissent la vie des chômeurs

Sanctions « de plus en plus sévères et disproportionnées », « aberrations » derrière certaines mesures gouvernementales ou encore préconisations restées lettre morte. Les demandeurs d'emploi doivent faire face à des sanctions plus musclées : radiations, suppressions d'allocations... De telles procédures avaient été suspendues au début de la crise sanitaire, tout comme les vérifications sur les recherches d'emploi effectuées contre les chômeurs. Puis elles ont repris leur cours.



Trop-perçus à Pôle emploi : la Cour de cassation remet les pendules à l'heure

Pôle emploi n'a pas le droit de prélever les allocations-chômage pour récupérer un trop-perçu qui est contesté. C'est ce que vient de rappeler la Cour de cassation dans un récent arrêt. Une victoire pour le demandeur d'emploi concerné et une porte ouverte à la contestation de ces pratiques de recouvrement abusives. Les trop-perçus, autrement appelés « indus » peuvent être un véritable cauchemar pour les personnes privées d'emploi. Ce sont des sommes que Pôle emploi considère leur avoir versées par erreur et pour lesquelles un remboursement est réclamé. L'erreur peut venir de l'institution comme des particuliers au chômage ayant fait un mauvais calcul, ou omis de signaler un changement de situation. L'arrêt de la Cour de cassation, que Mediapart a pu consulter, est limpide : « Pôle emploi ne peut légalement récupérer les sommes indument versées à un allocataire en procédant par retenues sur des échéances à venir lorsque le débiteur conteste le caractère indu des sommes ainsi recouvrées. » Elle vient donc de casser ce jugement, estimant que le tribunal a « violé les textes » et devra rejurer le dossier.

Pôle emploi est également condamné à verser 3 000 euros au demandeur, pour frais judiciaires. Sollicitée par les journalistes, la direction générale de l'institution n'a souhaité faire aucun commentaire.



Pack de remobilisation un jour, pack de remobilisation toujours !!!

Ce qui avait été présenté comme une action ponctuelle qui devait prendre fin en décembre 2022 va devenir une activité pérenne ! Vous n'y avez pas encore goûté ? Cela ne devrait donc pas tarder car le pack de remobilisation sera bien de nouveau à nos plannings de 2023 avec une nouvelle cohorte de demandeur d'emploi. Une activité contrainte de plus sur nos agendas qui viendra s'intercaler dans la frénésie des actions innovantes de notre cher établissement. Nous serions curieux de connaître les chiffres de ces packs principalement ceux du retour à l'emploi et non pas des radiations suite à absence, mais nous ne sommes pas certains que l'objectif de la direction soit le même...

Quand même les temples font sécession

« Il n’y a pas plus émouvant qu’un cadre supérieur qui défroque » nous dit Frédéric Lordon. Et, dans cette optique, ça commence à sérieusement dauber pour le libéralisme. Dans les grandes écoles, lieux par excellence de formation de nos futures « élites », les défections se généralisent.

Ainsi, après huit étudiants d’AgroParisTech (ex. école d’Agronomie Paris-Grignon) qui, lors de la cérémonie de remise des diplômes, ont vertement critiqué le système agro-alimentaire vers lequel ils auraient dû pourtant naturellement s’orienter, ce sont près d’une cinquantaine d’élèves de Polytechnique qui ont à leur tour critiqué leur école pour laquelle l’argent « n’est pas un sujet » : « on nous a enseigné les théories néo-libérales tout comme la physique du climat. On nous a forcés au silence quand l’image de l’école était en jeu. On nous a bombardés de conférences menées par des représentants de cabinets de conseil, tout en vantant le service de l’Etat ». La moitié de l’amphi a ensuite tournée le dos à leur « parrain » (Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies) lors de son message de félicitations aux diplômés, quand d’autres l’ont sifflé.

Des étudiants aux mêmes revendications, nommés « bifurqueurs » ou « déserteurs », se sont également manifestés à HEC, Centrale ou Sciences Po.

Ce système est à bout de souffle et de plus en plus de ses élites programmées en ont désormais conscience et veulent en changer.

Manu, accroche-toi, une fois ces étudiants ralliés aux précaires et exploités de toutes sortes, ça risque de tanguer fort pour ton ancien monde.



Allocution du 14 juillet de notre Président Général en chef



Manu MACRON : « les privés d’emploi, j’ai très envie de les emmerder ! ».

Certes, ces paroles ne sont pas tout-à-fait les siennes mais, passées à la moulinette de **CGoogleT** translate, c’est bien à peu de choses près ce qu’il faut entendre. Pour permettre de répondre à la pénurie de personnel dans certains secteurs, Sa Majesté souhaite une nouvelle fois **réformer (entendre « détruire ») l’assurance chômage, l’apprentissage, les lycées professionnels, le RSA, la formation et Pôle emploi, pour nous transformer en France Travail.**

« Il nous faut une mobilisation de la Nation pour avancer, le cœur de la bataille que je veux mener, c’est le plein emploi » a insisté Sa Divinité, avant de rappeler que « si la réponse c’est 'je vais bénéficier de la solidarité nationale pour réfléchir à ma vie', j’ai du mal à l’entendre, car cette solidarité nationale, c’est ceux qui bossent qui la payent et une Nation c’est un tout », précise le manager de l’Etat. « Il n’y pas de modèle social s’il n’y a pas du travail pour le financer ». Avant d’ajouter à destination des bénéficiaires du RSA, « on doit mieux les accompagner » pour « leur remettre le pied à l’étrier » souhaitant un « contrat où chacun fait sa partie, ce n’est pas simplement verser une prestation ».

On l’aura compris, les plus démunis vont encore plus morfler - comme si ce n’était pas déjà suffisant – afin de continuer à augmenter la richesse des plus favorisés.

Allez, encore un petit rappel, en 19 mois de pandémie, **les 5 français les plus riches ont accru leur richesse de 192 milliards d’euros** (source Oxfam France). Mais c’est vrai que le **RSA - 10 milliards par an** selon le site des Finances publiques - coûte « un pognon de dingue ». **Merci Patron !**

Accord trouvé après les licenciements à l’usine Saint-Frères de Flixecourt

Un accord a été trouvé entre la direction et les salariés après les grèves des 7 et 13 juillet contre les 7 licenciements de l’usine Saint-Frères. 7 personnes sur employés avaient appris leur licenciement en avril dernier.

Leur barnum rouge pétant planté devant l’usine historique de **Flixecourt** (Somme) avait fait parler d’eux. Après deux journées de grève sous une chaleur étouffante les 7 et 13 juillet derniers, les salariés ont obtenu ce qu’ils voulaient de la part de la direction de Saint-Frères Confections. Elle qui leur avait annoncé en avril le licenciement de 7 des 15 employés que comptait l’entreprise. Ils ont ainsi obtenu 2 reclassements dans une usine sœur de Saint-Frères située juste à côté, un préavis de deux mois payé mais non réalisé et une prime licenciement légale de 9 500 € supplémentaires aux indemnités de licenciement. Une satisfaction pour Julien Gangochon, secrétaire de l’union locale CGT Amiens zone industrielle, ayant coordonné la lutte : « Les deux jours de grève ont été bénéfiques, on a obtenu ce que nous voulions en termes de modalités suivant le licenciement. Nos actions, qui ont eu une grosse portée médiatique avec de nombreux soutiens comme celui de notre député François Ruffin, ont permis à la direction d’être beaucoup plus calme que lors de la première négociation où ils nous avaient pris un peu de haut. »



Des indicateurs performants...et bien évidemment essentiels

Un indicateur délivre une information quantifiée pertinente à destination des décideurs pour mesurer et évaluer les résultats d'une ou plusieurs actions. Il permet également de suivre l'évolution de la performance et d'analyser une situation présente.

Pour exemple, dans l'Oise, l'indicateur des taux de répondants au questionnaire de satisfaction concernant le pack de remobilisation est édifiant ou totalement abscons. **De 0% à...2000% de répondants en passant par 128%, c'est comment dire ?** On n'a pas les mots.

Que les questionnaires soient ou non remplis, concrètement, nous, on s'en carre. Mais **le problème c'est que notre direction se sert de ces chiffres pour prendre des décisions et opter pour ce que nous devons mettre en œuvre.** On n'est pas sortis de l'auberge !



« Printemps des engagements », « envol », ça vous parle ?

Pour un grand nombre d'entre nous, la réponse risque d'être NON ! Alors préparez-vous à ce vocabulaire bucolique qui rejoint « l'arbre de la réussite » et qui débouche sur la matrice des PPC !!!

Performance Par la Confiance

Vous l'avez maintenant ?

Le but de cette matrice : vous permettre de vérifier la bonne prise en compte des engagements PPC à chaque fois que vous réfléchirez aux étapes de déploiement, de mise en œuvre de vos projets, de vos SOIT, de vos actions locales. Pourvu qu'il n'y ait pas de bug dans la matrice !!!

Pour notre direction, la PPC, c'est ça :



Pour l'instant, pour nous, la Performance Par la Confiance, ça ressemble plutôt à ça :



QVT : Quand la Température Vrille

Chaud, chaud, chaud, on n'en peut plus ! Ah la bonne idée de construire des agences en baies vitrées. Ambiance start up, open space et transparence. Il faut que nous le sachions et que ça se sache : Pôle emploi, c'est cool !

En plus, l'avantage, c'est que le verre ça revient pas cher à la construction. Bon, les clim c'est une autre histoire. Non seulement, ça coûte un pognon de dingue mais, en plus, ça tombe en panne et ça nécessite souvent 8 ou 9 allers-retours de notre prestataire pour une remise en route. Alors, souvent, l'impasse a été faite. Riche idée...d'un « décideur » climatisé.

Heureusement, heureusement, par temps de canicule, tout est prévu. Oui, il fait parfois 40° dans les locaux mais la DR veille.....ou pas.

Suite à notre interpellation, la réponse qui nous a été apportée est qu'en date du 12 juillet dernier, une communication a été adressée à l'ensemble de la ligne managériale, rappelant l'opportunité de s'appuyer sur la note d'instruction régionale ainsi que sur les consignes de fortes chaleurs et de canicule et de prendre les dispositions adaptées aux conditions de chaque site. Et concrètement ? Ben concrètement, nous, simples collaborateurs ne sommes pas au courant et tout est renvoyé au niveau local. Alors, certains font et d'autres pas. Sur certains sites, en l'absence ou en présence du DAPE, aucune décision n'est prise. On attend probablement le 1^{er} malaise pour agir. Qui va tomber le 1^{er} ? Sur d'autres, la « bienveillance » règne : RV modifiés en modalité téléphonique et télétravail pour tous ceux qui le peuvent mais pas pour l'accueil, l'AZLA, les Services civiques... Eux vont se prendre un bon 40° dans la gueule et la hausse de la rectale devrait suivre.

Ahhh, la qualité de vie au travail, pour notre DR, il n'y a que ça qui compte



Inattaquable !

Vous êtes contre les pédophiles, n'est-ce pas ? Vous ne verrez donc pas d'inconvénient à ce qu'un robot ouvre votre courrier pour s'assurer qu'il ne contient aucun message ou document suspect. Voilà en substance l'esprit d'une proposition de règlement déposée par la Commission européenne le 11 mai dernier. Le texte, qui concerne aussi bien les **sites Web** que les messageries chiffrées comme **iMessage, WhatsApp, Telegram** ou **Signal**, introduit « une obligation pour les fournisseurs de détecter, signaler, bloquer et retirer de leurs services les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants ». Mais la proposition impose également la « détection du pédopiégeage », c'est-à-dire la sollicitation en ligne de bambins par des adultes à des fins sexuelles. Or déjouer ce manège implique de surveiller les communications en permanence. « Le processus de détection est généralement le plus intrusif pour les utilisateurs, admettent les bureaucrates antipédophiles, car il nécessite un balayage automatique des textes dans les échanges interpersonnels. » Y compris, précise Bruxelles, les messages chiffrés.

En somme, la Commission européenne propose qu'un programme décortique les communications privées de 450 millions d'individus afin de s'assurer de leur légalité — le rêve inabouti de la Sécurité d'État est-allemande (Stasi). À cet effet, un « Centre européen de prévention et de lutte contre les violences sexuelles faites aux enfants » proposerait aux entreprises des logiciels gratuits de surveillance. Comme le note le chercheur en chiffrement Matthew Green, « en instituant en Europe ces systèmes obligatoires de détection, la Commission les mettra en définitive à la disposition de tous les gouvernements ». Quel qu'il soit, prévient Green, **le programme « fera des erreurs. Et une fois que vous ouvrez la porte aux “machines lisant vos messages” dans un but quelconque, il n'y a plus de limites** » (Twitter, 11 mai 2022).

Cause inattaquable par excellence, la lutte contre la pédophilie a suscité depuis des décennies un foisonnement législatif. À crime exceptionnel, mesures exceptionnelles, se rassure-t-on. Or l'histoire juridique enseigne qu'en matière répressive l'exception devient la règle. **Du 11-Septembre à l'état d'urgence sanitaire, en passant par le mouvement des « gilets jaunes » et celui des camionneurs au Canada, les gouvernements dits « libéraux » ont recouru sans trembler à des mesures attentatoires aux libertés publiques. Pourquoi n'en irait-il pas de même avec la confidentialité des correspondances ?** À la faveur d'un événement sidérant — attentat, émeute, épidémie —, le prétexte de la protection de l'enfance sera étendu à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, la contamination. Cette perspective n'effraie pas la Commission : « **Les mesures contenues dans la proposition affectent l'exercice des droits fondamentaux des utilisateurs, notamment le droit fondamental au respect de la vie privée (y compris la confidentialité des communications, dans le cadre du droit plus large au respect de la vie privée et familiale)** », reconnaissent les rédacteurs du texte. Qui concluent cependant : « Bien que d'une grande importance, aucun de ces droits n'est absolu, et ils doivent être considérés par rapport à leur fonction dans la société. »

Par chance, le « monde libre » a gagné la guerre froide...



Pierre Rimbart pour Le Monde Diplomatique

La Grande Démission

En 2021, plus de **38 millions d'étasuniens ont quitté leur emploi** et 40 % n'ont toujours pas repris de travail.

En **Angleterre**, les seniors démissionnent en masse. **300 000 travailleurs** âgés de 50 à 65 ans ont rejoint la catégorie des « économiquement inactifs ». Leur désir principal, prendre leur retraite et s'échapper définitivement du monde professionnel. Au **Québec**, la tension est telle que les employeurs ne renâclent plus à embaucher des mineurs pour faire face à la pénurie de travailleurs dans les secteurs de la manutention et des services. **240 000 postes** restent abandonnés. En **Espagne**, on imagine même faire venir des milliers de Marocains et prolonger les cartes de séjour des étrangers pour pallier le manque de main d'œuvre dans le secteur du tourisme. En **France** aussi, **la révolte gronde**. Certains secteurs ont ainsi beaucoup de mal à pourvoir les postes vacants : l'hôtellerie-restauration, la santé, l'enseignement, l'industrie...et **1,6 million de personnes ont démissionné de leur CDI en 2021. C'est deux fois plus qu'en 2015**. La désertion sape les soubassements idéologiques de l'économie, elle brise son adhésion et écaille son vernis teinté de vert. L'écrivaine Corinne Morel Darleux y voit même « une forme de sabotage symbolique ». « **Le refus de parvenir est aujourd'hui susceptible de s'inscrire dans la longue lignée de l'action directe et de la non-coopération au système**, écrit-elle dans son essai Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. **La désertion est une arme redoutable qui libère l'avenir.** »



♪ Nous rêvions d'un autre monde ♪

Sources : Reporterre, Frustration magazine

Face au désastre qui vient, à gauche toute !

Avant, la gauche se faisait hacher menu quand elle arrivait au pouvoir. Le Front Populaire en 36 n'était qu'un vaste complot judéo-maçonnique. Mitterrand en 81 était l'otage des communistes, Jospin en 97 allait ruiner la France avec les 35 heures et la CMU et même Hollande en 2012 - il n'y avait décidément que les gens de droite pour croire qu'il était de gauche - allait provoquer un exil fiscal de ce sel de la terre que sont les grandes fortunes. Mais maintenant, ça a changé. La gauche n'a même plus besoin d'être au pouvoir pour se faire pourrir. Il suffit de 150 députés, c'est-à-dire trois fois plus que dans la précédente assemblée, pour que ce soit l'hystérie à tous les étages, et pas seulement dans la presse de droite mais aussi dans les chaînes info mainstream.

On dirait que tout ce monde-là prend comme une insulte personnelle ces 150 députés de gauche. D'abord, est-on bien sûr qu'ils soient républicains ? Parce que la grande nouveauté, du côté de la macronie politique et médiatique, c'est de se faire l'arbitre des élégances en la matière. Par exemple, chercher un compromis ou s'y montrer disposé, c'est républicain mais s'opposer en bloc, c'est irresponsable, factieux, populiste. Même le Rassemblement National, devenu un groupe de centre droit qui va finir par devenir l'aile gauche de Renaissance, le dit : il faut être cons-truc-tif. Les députés NUPES eux, ne sont pas républicains, surtout ceux de LFI : ces bêtâtes islamogauchistes osent prétendre que le président de la république a été élu par défaut, que sa majorité relative due au mode de scrutin qui a limité les dégâts, est l'illustration qu'il n'a aucune légitimité pour appliquer son programme, quoiqu'en disent les éditorialistes, et que le mandat donné par des électeurs à des députés NUPES, c'est de rien lâcher face à un gouvernement qui fera de toute façon, à la fin, payer aux plus faibles la crise monumentale, sociale, économique, écologique et peut-être bien sanitaire qui s'annonce à la rentrée.

Alors, on dit que la NUPES n'existe pas, que dans les quatre groupes qui la composent, trois sont pris en otage par Mélenchon qui comme L'Ombre Jaune dans Bob Morane tire les ficelles depuis sa cachette. Pauvres socialistes saisis du syndrome de Stockholm qui ont refusé de suivre des figures aussi charismatiques et progressistes que celles de Le Fol ou Cazeneuve ! Pauvres écolos encadrés par Piolle et Rousseau qui veulent des burkinis partout ! Pauvres communistes qu'on avait fini par trouver sympas parce qu'ils aiment la viande rouge, le nucléaire et la police au point qu'on en oubliait leur smic à 1500 euros et leur retraite à soixante ans.

Et d'espérer que la NUPES craque, explose en vol et qu'enfin la gauche se rebalkanise (on ne parle pas de l'ex-maire de Levallois mais la péninsule montagneuse du sud de l'Europe). Mais voilà, ça tient et je peux même vous dire que ça va tenir longtemps. Parce que l'idée qu'il s'agirait d'un électorat sans le peuple, sans les campagnes, sans les périphéries mais juste un vote de bobos et d'islamistes, c'est une idée rassurante qui a tout de ce « confort intellectuel » dont parlait Marcel Aymé, qui tout en étant de droite était capable de comprendre à quel point son propre camp pouvait aussi avoir une pensée en pilotage automatique.

Alors si vous n'aimez pas Mathilde Panot, comme aurait dit Maurice Pialat, elle ne vous aime pas non plus. D'ailleurs, on n'est pas là pour se faire des câlins. Le langage de guerre civile adopté face à une gauche qui, répétons-le, n'est même pas au pouvoir, l'insulte faite à ses millions d'électeurs, c'est la trouille qu'on s'aperçoit qu'elle est, paradoxalement, la seule alternative raisonnable alors qu'en face, on ne sait plus quoi faire.

Alors que nous, on sait. Et qu'on va le montrer.
Cornelius Rouge pour Le Grain de Sel



Je souhaite adhérer au Syndicat CGT Pôle emploi HdF

Nom :

Prénom :

Site

Tél. :

E-mail :

A remettre à un militant ou contacter : syndicat.cgt-hdf@pole-emploi.fr

Citation du mois

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. »

A. Einstein